

Études diagnostiques et plan d'action pour la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption (Gouvernance et Anti-corruption, GAC) de l'Institut de la Banque Mondiale

Couverture actuelle

Bolivia, Benin, Brésil, Burundi, Colombie, Equateur, Ghana, Guatemala, Guinée, Haïti, Honduras, Kenya, Madagascar, Malawi, Mozambique, Paraguay, Pérou, Sierra Leone, Zambie.

Le processus

Des données approfondies sur les pays représentent un élément clé du développement de politiques et peuvent servir d'outil d'émancipation pour les citoyens, les entreprises, les législateurs et les réformateurs au sein des gouvernements. Les études diagnostiques GAC sont un bon exemple d'outil capable d'aider les pays à rassembler de telles informations détaillées et développer des plans d'action spécifiques. Elles rassemblent des enquêtes approfondies et spécifiques à un pays réalisées auprès de milliers de ménages, d'entrepreneurs et de fonctionnaires au sujet des vulnérabilités institutionnelles perçues ; ces informations sont ensuite utilisées pour développer et contrôler les politiques.

Les études diagnostiques GAC répondent aux demandes spécifiques de certains pays désireux de préparer une stratégie de gouvernance et renforcer leurs capacités. Elles comprennent les éléments suivants :

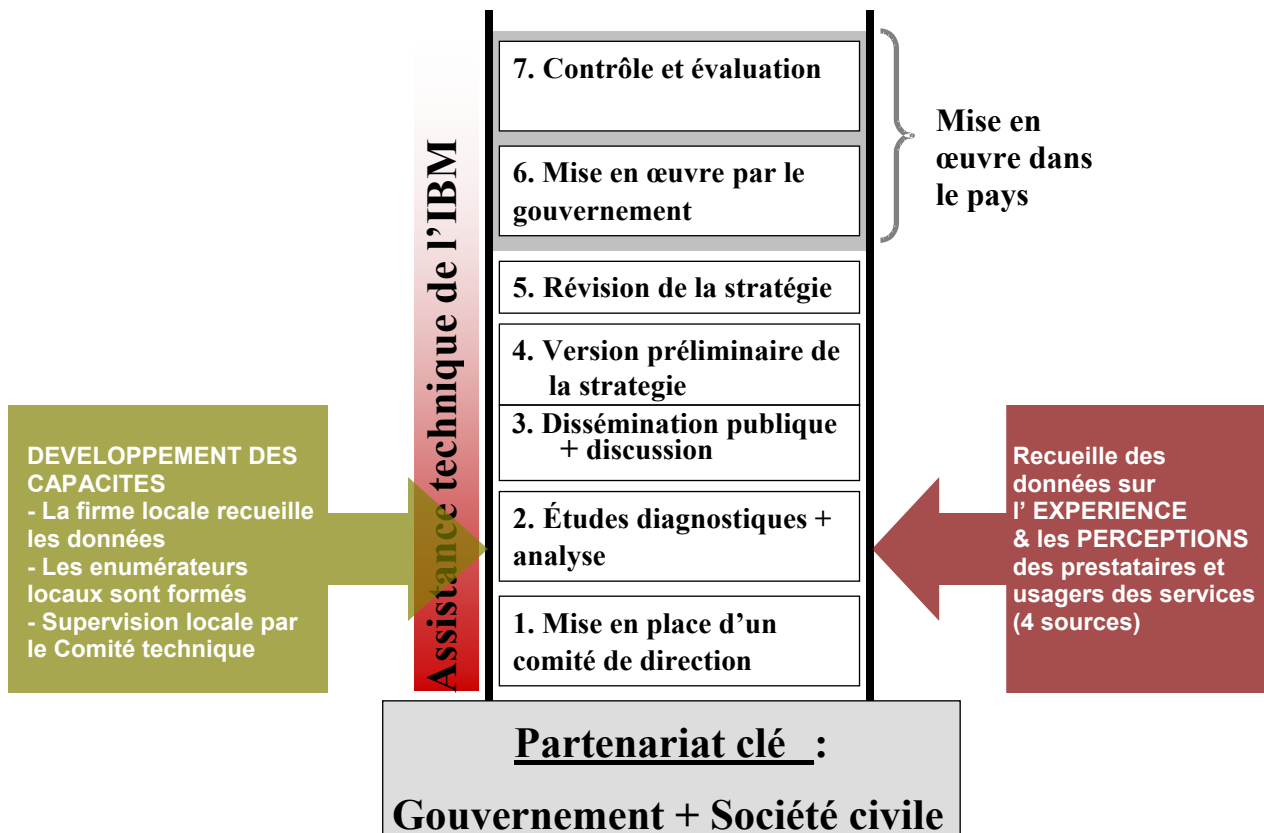
- i) Mise en œuvre participative de la collecte et analyse des données et de l'élaboration d'une stratégie (avec des représentants du gouvernement, de la société civile, des médias, des parlementaires, de la communauté des affaires et des donateurs, etc.)
- ii) Études multiples auprès des utilisateurs des services publics/foyers, des entrepreneurs et des fonctionnaires, permettant une triangulation des réponses ; et
- iii) Utilisation d'informations fondées sur les expériences (par opposition aux « opinions »)

Ces outils permettent également de promouvoir le renforcement de la capacité par le biais d'une institutionnalisation de l'approche participative pour le contrôle des projets. En particulier, la conception et la mise en œuvre des études permettent :

- (i) d'encourager l'apprentissage par le biais d'une étroite collaboration entre des experts externes et leurs homologues sur le terrain ;
- (ii) de promouvoir des partenariats à long terme et durables entre les parties prenantes locales ;
- (iii) d'obtenir une évaluation comparative initiale des performances de la gouvernance et du secteur public ; et
- (iv) de contrôler régulièrement les performances de la gouvernance et du secteur public.

Le graphique 1 décrit en détail l'approche participative utilisée lors du processus GAC :

Etapes de développement d'une Stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption



Dans la plupart des pays prenant en charge ce type de travail, le projet se décompose de la façon suivante :

- **Une phase préparatoire** (Phase 0) pour identifier et recruter l'équipe du projet et développer un programme de travail détaillé.
- **Une phase de « promotion du partenariat »** (Phase 1) pour faciliter la coordination des différentes parties prenantes nationales participant au processus.
- **Une phase de développement** (Phase 2) pour évaluer les faiblesses institutionnelles potentielles, développer et corriger les outils diagnostiques et (iii) former le personnel chargé du travail sur le terrain.
- **Une phase de travail sur le terrain** (Phase 3) pour collecter les données de la gouvernance à l'aide des outils développés durant la Phase 2. Cette phase comprendra un plan d'échantillonnage, un travail sur le terrain ainsi qu'un codage des données et sera mené conjointement par des experts locaux et externes.
- **Une phase analytique et de préparation des actions** (Phase 4), pour analyser les données collectées durant la Phase 3 et développer un plan d'action spécifique visant à améliorer la gouvernance. L'analyse, réalisée conjointement par l'équipe de la Banque et une équipe locale, a mené à la rédaction d'un rapport de politiques abordant les questions

suivantes : quel est le coût d'une mauvaise gouvernance pour les entreprises, les utilisateurs et les finances publiques ? Quelles en sont les conséquences ? Comment la mauvaise gouvernance affecte-t-elle les utilisateurs démunis et les petites entreprises ? Quel est l'effet d'une mauvaise gouvernance sur la fourniture des services publics ? Quelles sont les causes de la vulnérabilité institutionnelle ? Quelles sont les questions fondamentales sur lesquelles devrait se concentrer un programme de réforme visant à améliorer la gouvernance et la gestion ? Le rapport de politiques est alors utilisé par le pays afin de développer un plan d'action spécifique pour l'amélioration de la gouvernance.

- **Une phase de dissémination** (Phase 5), pour disséminer les résultats de l'analyse réalisée durant la phase 4 auprès des gouvernements locaux et centraux, des citoyens, des médias et des organismes de recherche. Lorsque cela est possible, le développement de sites Internet pour favoriser l'accès aux données et leur dissémination sera promulgué. Une série d'activités de formation sur l'utilisation des données pour le développement et le contrôle de politiques sera organisée.

Adaptation aux défis et contraintes sur le terrain

Une collecte et analyse approfondies des données nécessitent du temps et des ressources qui ne sont pas toujours disponibles au niveau local. En plus de cela, certains pays font parfois face à des défis uniques, qui nécessitent des données plus approfondies et plus étroitement ciblées. Pour cette raison, l'IBM a commencé à modifier ce processus pour permettre aux pays de collecter les données les plus pertinentes et parvenir rapidement à des résultats. Cette approche alternative est en cours d'utilisation à Haïti et à Madagascar :

- a. concentration sur les secteurs (santé, éducation, environnement commercial, etc.) : certains pays tiennent à mettre en œuvre une réforme de la gouvernance se concentrant uniquement sur un nombre limité de secteurs et non pas sur l'ensemble de l'administration publique. En fonction de l'axe suivi au niveau des politiques, il est possible de ne mettre en œuvre que deux études au lieu de trois, par exemple en se concentrant plus sur l'environnement commercial (études se limitant à interroger les entreprises et les fonctionnaires) ou la fourniture de services (études auprès des foyers et des fonctionnaires ; voir par exemple Madagascar). Se limiter à deux études mène à une réduction des coûts et du temps de mise en œuvre et contribue à identifier plus rapidement des domaines de réforme ;
- b. axe thématique (violence, droits humains, sécurité, genre, etc.) : il est possible que certains pays cherchent à explorer des défis spécifiques liés à leurs situations politique et économique, comme par exemple après un conflit. Dans ce cas, l'IBM peut adapter les trois instruments aux besoins du pays au niveau des politiques (voir par exemple Haïti et l'accent spécial porté sur la violence et la sécurité) ;
- c. informations de base axées sur des résultats rapides : dans certains cas, les pays ont besoin de rassembler rapidement des informations de base sur la qualité des institutions gouvernementales. Dans ce cas, l'IBM peut adapter et réduire l'ampleur des trois questionnaires pour raccourcir le temps nécessaire à la mise en œuvre sans compromettre la solidité du travail analytique.
- d. durabilité et institutionnalisation de la collecte de données : les réformes de la gouvernance doivent être contrôlées à moyen terme. Les institutions locales sont les mieux placées pour mener régulièrement un tel exercice. Afin de promouvoir

l'institutionnalisation d'un tel processus, l'IBM collabore avec des agences statistiques nationales pour inclure des questions clés de gouvernance dans la collecte nationale de données mise en œuvre par ces agences (voir par exemple le Pérou et le Paraguay). Les dimensions de la gouvernance que le pays décide de contrôler à long terme sont comprises dans les études nationales réalisées auprès des foyers et des entreprises par l'agence statistique ; la collecte des données a commencé et les stratégies politiques comme les chercheurs en font régulièrement usage.